

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

***Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France***

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/046
de mise en demeure à l'encontre du liquidateur judiciaire Maître ANCEL, représentant de la
société DIAL FONDERIE, ancien exploitant de l'établissement
situé 3, rue des Clomarts à MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130)**

**Le préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, notamment son Livre V parties réglementaire et législative, et en particulier son article L. 171-8,

VU l'arrêté ministériel du 09 juillet 2013, nommant M. Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région Île -de-France, à compter du 1^{er} septembre 2013,

VU l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région Île -de-France,

VU l'arrêté n° 2015 DRIEE 132 du 16 mars 2015 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté préfectoral n° 11 DRIEE 006 imposant des prescriptions complémentaires à la société DIAL FONDERIE à MONTEREAU-FAULT-YONNE,

VU le rapport de l'inspection des installations classées référencé E15-0486 du 05 mars 2015 et les propositions de l'Inspection des Installations Classées à M. le Préfet de Seine-et-Marne suite à la visite d'inspection du 24 février 2015,

CONSIDERANT que l'article 1.5.5 "cessation d'activités" de l'arrêté préfectoral n° 11 DRIEE 006 imposant des prescriptions complémentaires à la société DIAL FONDERIE à MONTEREAU-FAULT-YONNE n'est pas respecté,

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ont bien été prises,

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

Maître ANCEL, demeurant Résidence le Dauphin au 50, Boulevard Aristide Briand sur la commune de MELUN (77007), représentant la société DIAL FONDERIE, qui a exploité l'établissement, situé 3, rue des Clomarts sur la commune de MONTEREAU-FAULT-YONNE (77130), est mis en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois, l'article 1.5.5. "Cessation d'activités" de l'arrêté préfectoral n° 11 DRIEE 006 du 11 janvier 2011 imposant des prescriptions complémentaires à la société DIAL FONDERIE à MONTEREAU-FAULT-YONNE.

Pour cela, il devra notamment :

- évacuer les déchets (déchets dangereux et non dangereux tels que les cartons, plastiques, palettes,...) vers des installations dûment autorisées ;
- transmettre les justificatifs d'évacuation des déchets vers des installations dûment autorisées (bordereaux de suivi de déchets dangereux,...) ;

- s'assurer que le site n'est plus alimenté en électricité, ni en gaz ;
- réaliser un diagnostic de la qualité des milieux afin d'évaluer les effets de l'installation sur l'environnement.

ARTICLE 2 :

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans les délais impartis, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

ARTICLE 3 : INFORMATIONS DES TIERS

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée en application de l'article R 421-1 du Code de la Justice administrative devant le Tribunal Administratif de Melun (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture,
La Sous-Préfète de PROVINS,
Le Maire de MONTEREAU-FAULT-YONNE,
Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à Paris,
Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à Maître ANCEL, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 1^{er} avril 2015

Pour ampliation,
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale,

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale,

Signé


Guillaume BAILLY

Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES D'UNE AMPLIATION :

Le liquidateur judiciaire Maître ANCEL,
La Sous-Préfète de PROVINS,
Le Maire de MONTEREAU-FAULT-YONNE,
Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à PARIS,
Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.